laTrompette

Sean Gallup/Getty Images

L'Allemagne considère des rétorsions économiques contre Trump

Si l'Amérique déclenche une guerre commerciale commençant avec BMW, l'Allemagne est prête à se battre.

- Josue Michels
- 27/02/2017

De hauts responsables politiques allemands ont menacé de déclencher une guerre commerciale contre les États-Unis si le président Donald Trump réalise ses menaces contre l'industrie allemande.

Le président Donald Trump a menacé d'imposer une taxe de 35 pour cent sur le constructeur d'automobile allemand BMW dans une interview publiée par le *Times* de Londres et *Bild* le 15 janvier. Les politiciens allemands ont réagi rapidement. Le lendemain, le radiodiffuseur public allemand ZDF a demandé au ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, si le monde entrait dans une période de plus de protectionnisme. Schäuble a déclaré qu'il espérait pas, mais a également souligné une façon dont l'Allemagne pourrait riposter.

« Je tiens également à souligner que les entreprises américaines actuelles n'ont pas à taxer leurs gains qu'elles font en dehors des États-Unis », a-t-il dit. « Cela signifie que des centaines de milliards de gains non taxés, des grandes entreprises américaines, reposent dans une oasis fiscale » (traduction de la *Trompette* tout au long).

Schäuble a déclaré plus tard que ce n'était pas une menace, mais simplement de l'information. Mais les autorités européennes s'apprêtent déjà à étiqueter les entreprises américaines d'évitement fiscal, ce qui permettra à l'Union européenne de punir légalement les entreprises américaines.

Handelsblatt a rapporté le 1er février que « si les choses s'intensifient, l'UE pourrait ajouter les États-Unis à une liste noire de paradis fiscaux à être publiée cette année».

Les États-Unis ont été marqués pour des lacunes en matière de transparence, ainsi que de préférer certaines sociétés à d'autres en matière de politique fiscale .... On sait depuis longtemps que certains États américains—notamment le Delaware et le Nevada—attirent des entreprises et des particuliers fortunés avec des arrangements fiscaux spéciaux. Pendant de nombreuses années, l'Union européenne a regardé de l'autre côté, ne voulant pas gêner son allié le plus important. Mais cela pourrait bientôt changer ....

La disposition à donner un traitement spécial aux États-Unis a rapidement diminué depuis l'élection de Donald Trump à la présidence.

Cela donne à l'UE l'excuse parfaite pour imposer des tarifs sur les entreprises américaines.

Pendant ce temps, Spiegel Online a exhorté l'Allemagne à riposter. Jan Fleischhauer a décrit comment l'Allemagne devrait riposter contre les entreprises américaines de technologie si M. Trump cible les constructeurs d'automobiles allemands.

Facebook, se plaint-il, ne respecte pas les lois allemandes sur la protection des personnes d'âges mineurs, et l'impôt sur l'entreprise *Apple* pour les produits qu'elle vend en Europe est actuellement moins de 2 pour cent.

Même avant que M. Trump ne soit élu, les politiciens allemands ont déploré le succès des géants technologiques

américains, sachant qu'ils fonctionnaient presque sans compétition en Europe. Le fait de nuire à leurs activités maintenant grâce à des réglementations et/ou des taxes pourrait non seulement faire des dommages importants aux États-Unis, mais pourrait également renforcer les concurrents de ces entreprises en Europe.

Cette volonté de faire face à M. Trump va bien au-delà de quelques politiciens. Anton F. Börner, président de la Fédération allemande du commerce de gros et du commerce extérieur, a déclaré à la presse berlinoise : « Nous devons clairement souligner que Trump perdra encore plus quand nous perdons. » M. Trump, a-t-il dit, «comprend seulement un langage dure».

L'Allemagne travaille également au sein de l'UE pour établir un front uni contre le nouveau président des États-Unis. Le ministère fédéral des Affaires étrangères de Berlin a donc mis en garde les gouvernements des pays de l'UE contre des accords bilatéraux spéciaux conclus avec les États-Unis sous l'administration Trump. « Aucun ne bénéficiera en Europe si des pays concluent des accords spéciaux avec les États-Unis », a déclaré le ministre d'État Michael Roth à *Die Welt*.

L'UE se prépare déjà pour ce que le *Financial Times* a qualifié du « plus grand cas de l'histoire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ». Cela vient en réponse aux efforts républicains d'introduire un système « d'ajustement frontalier » qui créerait effectivement des frontières commerciales entre les États-Unis et le reste du monde. Le vice-président de la Commission européenne, Jyrki Katainen, « a précisé que l'UE serait prête à agir contre les États-Unis, qu'elle soit liée à une proposition fiscale frontalière ou à l'érection d'autres barrières commerciales arbitraires », selon le *Financial Times*.

« Si quelqu'un se comporte contre nos intérêts ou contre les règles internationales dans le commerce, alors nous avons nos propres mécanismes pour réagir », a-t-il dit. Le *Financial Times* a poursuivi :

Une défaite dans une affaire fiscale frontalière pourrait ouvrir la porte à quelque 385 milliards de dollars par an en représailles commerciales contre les États-Unis, selon Chad Bown, un expert sur les différends commerciaux de l'OMC à l'Institut Peterson pour l'économie internationale. Cela serait près de 100 fois supérieures au plus important verdict de l'OMC à ce jour. Si les États-Unis ignorent une décision de l'OMC, comme M. Trump l'a menacée par le passé, elle pourrait mener à l'effritement du système international visant à empêcher les guerres commerciales.

À bien des égards, nous sommes déjà dans une guerre commerciale. Peter Navarro, le président du Conseil national du commerce de M. Trump, a déclaré que l'Allemagne « continue d'exploiter d'autres pays de l'Union européenne et des États-Unis avec un 'Deutsche mark implicite' qui est grossièrement sous-évalué. » Cela donne aux exportations allemandes une subvention efficace—qui a grandement contribué à son miracle d'exportation.

Mais les politiques de M. Trump poussent les nations à se tourner contre les États-Unis—vers une tendance dangereuse qui menace grandement la sûreté et la sécurité des États-Unis. ▪